

L'armée, la nation et l'État en Algérie

Lahouari Addi

Les pays du tiers monde dont l'indépendance a été acquise par la violence présentent des systèmes politiques structurés autour de l'armée. Celle-ci, pour des raisons historiques, se trouve au cœur du procès de construction de l'État, souvent dans des formes institutionnelles dont il faut apprendre à lire les significations cachées. En Algérie, l'armée est présentée dans la Constitution comme une institution de l'État, dépendant de la Présidence de la République. Mais la réalité est plus complexe dans la mesure où la Présidence est en fait l'émanation de l'armée, voire une annexe du ministère de la Défense, animée par des militaires habillés en civil occupant les postes de Secrétaire Général, Directeur de cabinet, etc. La Présidence est l'institution par laquelle l'armée contrôle l'État et trace la ligne à suivre au Gouvernement.

Ce rôle souverain de l'armée découle de la conception de la Nation et de ce qui est attendu de l'État, en référence à un passé encore légitimant et indiquant les conditions idéologiques d'exercice du pouvoir. Mais en même temps, les institutions sont telles qu'elles cachent l'importance politique de l'armée, ce qui provoque des crises aiguës à l'intérieur de la surface du pouvoir, induisant une compétition entre la hiérarchie militaire détenant le pouvoir réel, et la Présidence exerçant le pouvoir formel. Cet aspect singulier de la sociologie politique algérienne a été négligé par les chercheurs et par l'opinion publique d'une manière générale. Cependant, la grave crise qui secoue l'Algérie depuis 1992 a dirigé les projecteurs sur la hiérarchie militaire apparaissant en plein jour comme le principal acteur du champ politique. Pour mieux situer le rôle de l'armée dans ce champ, il faut rappeler la relation qui la lie à la Nation et la nature du système politique façonné par cette relation.

L'Algérie a arraché son indépendance par la violence armée qu'a utilisée l'ALN, ce qui a impliqué deux conséquences dans la culture politique dominante dans la société : 1. Le fondement de la politique est la violence. 2. La politique n'oppose qu'à des étrangers ou à des traîtres. Avec ces deux prémisses, le multipartisme prend une tournure de confrontation, chacun accusant l'autre de trahir la Nation et le soupçonnant de vouloir s'adonner à la "purification politique". En cas d'élection, la victoire d'un parti n'est pas perçue comme un événement dans le temps, elle est perçue comme l'opportunité de se débarrasser définitivement de ses adversaires. C'est ce qui explique en partie l'annulation des élections remportées par les islamistes en décembre 1991. Certains courants extrémistes du FIS - manipulés ou pas - ont tenu des propos au lendemain des résultats qui leur étaient favorables laissant entendre que des listes avaient été établies pour arrêter et juger par des Cours populaires certaines personnes accusées d'être contre l'islam. La démocratie électorale n'a de chances de survivre que si les protagonistes sont convaincus que la victoire par les urnes des uns ne sera pas suivie par l'extermination physique des autres. Si la règle est de gagner ou de mourir, le jeu n'aura pas lieu car ceux qui ont des risques de mourir le bloqueront, ce qui libère forcément une dynamique de violence généralisée. Dans ces conditions, l'intervention de l'armée est indispensable pour assurer le maintien du régime.

Dans certains milieux, une véritable psychose s'était installée, ce qui a poussé l'armée - qui n'en attendait pas tant - à annuler ces élections. Une dynamique s'est alors enclenchée, menant à la violence et à la répression, apparaissant comme moyen de survie. D'où ce paradoxe, où au nom de la démocratie, certaines personnes auto-proclamées démocrates appelaient à réprimer les islamistes vainqueurs des élections, voire à les «éradiquer». La culture du parti unique est si enracinée que les partis dits démocrates se comportent comme des partis uniques dans un contexte apparemment pluraliste. Dans ces conditions, l'intervention de l'armée se justifie pour protéger les intérêts fondamentaux de ceux que la victoire électorale menace. C'est pourquoi les élections de décembre 1991 auraient dû être précédées par un Contrat national sur lequel se seraient entendus tous les partis pour définir le sens de la victoire électorale et évaluer ses conséquences pour chaque camp. Un contrat similaire a été signé en janvier 1995 à Rome mais il avait été rejeté par l'armée qui avait à l'époque surestimé ses capacités à dominer le champ politique.

L'armée intervient ponctuellement lors d'opérations quand c'est nécessaire, mais aussi politiquement de manière permanente à travers un service qu'elle a mis sur pied dès l'indépendance et dont le nom suscite la

crainte : la Sécurité Militaire. La SM est un service secret dépendant du ministère de la Défense, chargé de réguler le champ politique au profit du régime, en se comportant comme un parti clandestin au-dessus des lois et de l'État, ne rendant compte à aucun corps constitué (gendarmerie, police, justice...). Les prérogatives de la SM, la nature de ses activités, ses missions de gestion politique de la population, sa présence dans les médias, etc. font d'elle le seul vrai parti politique avec des moyens, des objectifs et une stratégie cohérente. Le régime algérien fonctionne comme un régime de parti unique - la SM - avec l'apparence du multipartisme. Depuis l'ouverture démocratique de février 1989, le rôle joué par la SM n'a pas été de favoriser une transition vers le multipartisme sans violence, il a été de manipuler cette violence au profit du régime.

L'intolérance des islamistes et la violence verbale des "éradicateurs" qui lui fait pendant rentrent dans la stratégie de la SM qui cherche à discréditer la vie politique faite de débats contradictoires et d'alternance. Il s'agit de dresser un camp contre un autre pour dire que la démocratie est un danger pour la paix civile et pour la concorde nationale. D'où les techniques d'infiltration dans tous les courants pour créer et entretenir une situation de belligérance généralisée qui fait apparaître l'armée comme un recours salutaire, ou tout au moins un arbitre nécessaire et désintéressé politiquement. La manipulation des médias, l'intox, les articles tendancieux, le chantage fait aux journalistes, les menaces à peine voilées, le noyautage des partis, la provocation des crises à l'intérieur de ces derniers pour contester telle ligne politique, les opérations de discrédit des hommes politiques qui affichent une autonomie, etc. sont quelques uns des moyens qu'utilise la SM pour étouffer les expressions politiques de la société civile. Ce service militaire de type particulier part du principe que toute association non contrôlée de l'intérieur est potentiellement dangereuse pour les intérêts du régime. Depuis l'entrée en vigueur du multipartisme, la SM s'est organisée pour brouiller le champ politique, pour infiltrer les partis, pour les monter les uns contre les autres, etc.

Mais pourquoi toute cette énergie dépensée à brouiller le champ politique? Il s'agit en premier lieu de dévaloriser les expressions politiques de la société civile pour montrer qu'elles sont inefficaces, incohérentes et génératrices de désordres. L'armée craint une société civile montrant de la maturité et produisant des élites compétentes et autonomes. Car l'armée ne veut pas renoncer à la prérogative de coopter des élites civiles à qui elle confierait la tâche de diriger l'administration gouvernementale. Par cette prérogative, l'armée manifeste de la méfiance pour des civils dont elle craint qu'ils trahissent la Nation, mais surtout elle considère que si elle

renonçait à incarner la souveraineté nationale, la Nation disparaîtrait. Les militaires estiment qu'ils sont le creuset de la légitimité historique, et ce malgré le renouvellement des générations quarante ans après l'indépendance, refusant de laisser place à un autre type de légitimité. Ils se posent comme le corps souverain, source de l'autorité qu'ils délèguent à des élites civiles choisies sur le critère de leur respect sans faille à cette règle non écrite du système politique algérien : l'armée est source du pouvoir.

Dépositaires du nationalisme

Pour comprendre cette situation, il faut rappeler que les militaires se considèrent comme dépositaires du nationalisme, se posant comme les plus nationalistes parmi la population, toutes catégories confondues. Ceux d'entre eux qui auront été éprouvés dans le temps, graviront les échelons hiérarchiques et se rapprocheront de la norme idéale de l'individu nationaliste. La prétention de l'officier supérieur à détenir la légitimité politique se fonde sur cette croyance selon laquelle il est le plus près de la norme de l'individu national. Prêt à sacrifier sa vie pour le pays, ayant choisi consciemment les rigueurs de la vie en caserne au détriment de la vie familiale dans le civil, symbolisant la force qui a libéré le pays de la domination étrangère et dissuadant une éventuelle attaque, le militaire est convaincu qu'il est le rempart de la Nation et, à ce titre, le détenteur de la légitimité d'où doit découler toute autorité politico-administrative. Mais tout cela n'est que représentation idéologique destinée à justifier une position politique supérieure. En se posant comme le détenteur de la légitimité, le militaire empêche en fait l'intégration au système politique des membres de la communauté politique et s'oppose à l'émergence de la citoyenneté en étouffant la société civile. Son intérêt politique sera de s'opposer à la constitution d'un espace public, et c'est pourquoi l'armée, à travers le discours de ses chefs, fait plus référence à l'héritage du mouvement de libération qu'à l'idéologie républicaine de l'État dont elle est formellement une institution au même titre que les autres institutions.

A partir de là, le dédoublement du pouvoir : le premier, souverain, politique, légitime, non comptable devant quiconque; l'autre, administratif, à prérogatives exécutives, légitimé par l'armée, comptable (informellement) devant elle. L'un incarne la Nation, la défendant si nécessaire contre un danger extérieur, et la protégeant contre le désordre intérieur. L'autre pouvoir gère l'État conçu comme un outil pour administrer les ressources économiques, avec comme objectif officiel de

les accroître et de les répartir équitablement. Mais la prééminence appartient à la Nation dont le fondement est politique, à l'inverse de celui de l'État qui est administratif.

L'histoire de l'Algérie n'a pas créé un État-nation, elle a créé une Nation et un État liés par des liens de subordination qui reproduisent une crise dont les origines sont à rechercher dans les imaginaires qui fondent la Nation et dans les limites imposées à l'État. Partout la Nation est un mythe et partout elle se nourrit de mythologie, mais en Algérie son caractère symbolique est plus renforcé qu'ailleurs car elle est censée réunir non pas les citoyens tels qu'ils sont mais tels qu'ils devraient être... selon le courant idéologique des uns et des autres. Il y a plusieurs idées de la Nation qui s'affrontent au point qu'en Algérie il n'y a pas une Nation qui réunit tous les citoyens, il y a plusieurs Nations qui les divisent. Mais déjà par le passé, dans le mouvement national, trois conceptions de la Nation étaient en concurrence : celles défendues par Messali Hadj le populiste, par Abdelhamid BenBadis l'islamiste et par Ferhat Abbas le moderniste. L'indépendance n'a pas réconcilié ces trois pères fondateurs de l'Algérie moderne. Au contraire, elle les a divisés en entretenant la méfiance et l'animosité entre leurs successeurs réclamant respectivement l'État pour eux tout seuls. Chaque courant politique a sa propre idée de la Nation qu'il cherche à imposer par la force aux autres. Le multipartisme, dans ces conditions idéologiques, ne produit pas la démocratie, il produit l'intolérance et la violence. Ailleurs, la Nation unit; en Algérie, elle divise. D'où le monopole exercé par l'armée indispensable à un minimum de paix civile. L'armée n'exerce pas le pouvoir, elle incarne la Nation, interdisant à quiconque de prétendre l'incarner. Ce faisant, elle se politise et devient elle-même le champ clos de rivalités, ce qui laisse planer une menace potentielle pour la paix civile.

Le contrôle de l'État par l'armée a pour finalité de soustraire ce dernier aux divergences idéologiques existant dans la société. Ailleurs, l'État est le lieu du politique; en Algérie, il est un outil administratif. Pour ne pas être entre les mains d'un des courants idéologiques, l'armée le "dépolitise" et lui assigne des objectifs techniques tels la gestion des ressources économiques ou la satisfaction des besoins administratifs de la population. L'État n'est pas le support politique des volontés du corps électoral, il est l'instrument que l'armée confie à des élites civiles pour maintenir un minimum de paix sociale. Les relations entre la Nation souveraine - incarnée par l'armée et non le corps électoral - et l'État-administration structurent le champ politique et assignent à chaque institution et à chaque corps constitué une fonction opérant dans une

hiérarchie imposée par la subordination de l'État administratif à la Nation mythique. La Nation mythique (dont le modèle en miniature serait déposé dans un coffre-fort gardé au ministère de la Défense) dans laquelle chacun investit affectivement et que chacun enrichit de traits qu'il veut, écrase par son poids symbolique l'État confronté à la gestion quotidienne des ressources forcément rares. Pressé de satisfaire les uns et les autres, cet État est souvent accusé - le plus souvent à raison - de corruption et d'incompétence. La corruption et l'incompétence des cadres de l'État s'expliquent par le fait que ce sont les plus opportunistes qui sont candidats aux charges publiques. Ces candidats devenus préposés à diverses fonctions n'ont pas en vue l'intérêt du service public, ils ont plutôt en vue les opportunités qu'offre l'État pour s'enrichir et enrichir clientèle et parentèle. Les pratiques des fonctionnaires dégradent l'image de l'État dans l'opinion mais l'image de la Nation reste intacte. Pour des raisons qui découlent de l'histoire et aussi du système politique, les Algériens adorent leur(s) Nation(s) et détestent leur État.

Les contestations prennent alors leurs sources dans l'imaginaire de la Nation pour réformer l'État. C'est à partir de la Nation à laquelle on s'identifie que la conquête de l'État est justifiée pour le ramener à sa mission originelle. Tous les mouvements politiques obéissent à cette démarche, en particulier les islamistes. Ce faisant, ils se heurtent à l'armée qui interdit de se revendiquer de la Nation sans se référer à elle. L'armée ne serait pas contre la gestion de l'État par les islamistes à condition que ce soit elle qui leur délègue l'autorité à cette fin.

Vers un retrait graduel de l'armée

Mais l'État en Algérie, limité à des tâches ingrates, n'est pas ce que la science politique appelle État. Il n'est pas le champ dans lequel s'équilibrent les trois pouvoirs (législatif, judiciaire, exécutif) et n'est pas aussi le cadre politico-juridique qui définit l'exercice de la citoyenneté. Celle-ci n'existe pas puisque la participation des membres de la collectivité au champ de l'État n'est pas institutionnalisée. Pour qu'il y ait citoyenneté, il faut qu'il y ait participation institutionnelle, ce qui suppose que la Nation et le corps électoral coïncident pour constituer la source de l'autorité déléguée à l'État qui exerce le monopole de la violence légitime dans le cadre institutionnel de la séparation des pouvoirs. Ceci est le schéma théorique, plus ou moins réalisé dans de nombreuses démocraties. En Algérie, l'appartenance à la Nation est médiatisée par l'identification à l'armée qui jouit d'un prestige symbolique assez grand.

Entre la collectivité et la Nation, il y a l'armée, véhicule d'un imaginaire politique où l'Armée est Nationale et Populaire (ANP) parce qu'elle incarne la Nation et possède les prérogatives de la souveraineté Populaire. C'est à ce double titre qu'elle est le pouvoir réel déléguant à l'État l'autorité dont les fonctionnaires abusent en raison de l'asservissement des fonctions judiciaire et législative, ce qui donne à l'État un caractère prédateur. Source de richesses privées, l'État est incapable d'assurer la paix sociale en raison même de la nature du système politique qui lui impose des limites et qui, surtout, en fait un enjeu de luttes dans la compétition pour plus de richesses.

L'État en Algérie n'est pas un arbitre, il est un protagoniste du conflit social. Quand un individu ou un groupe occupe une position dans l'État, c'est pour lui une intronisation qu'il utilisera pour affaiblir ses adversaires dont l'objectif vital est de se renforcer par des positions dans l'État. Mais celui-ci n'est jamais occupé par un seul groupe; il est contrôlé par divers groupes à qui l'armée demande de taire leurs divergences dans l'exercice des fonctions officielles.

Le rôle de l'armée apparaît comme déterminé par la conflictualité extrême du corps politique. Malgré des hésitations, malgré des tentatives de résistance de nombreux généraux, un processus de retrait de l'armée a été amorcé en 1989. Ce processus a été inversé par l'annulation des élections de décembre 1991 remportées par le FIS. Mais la tendance générale, même s'il y a des reculs, sera au retrait de l'armée du champ politique et à l'autonomisation du corps électoral. Les militaires cherchent à renoncer à désigner les gouvernements dont les échecs en matière économique et sociale rejaillissent sur eux. Ils traceront une ligne rouge à ne pas dépasser (entre autres la désignation du ministre de la Défense, la promotion de leurs pairs, le budget de l'armée...) et renonceront à désigner les ministres de l'habitat, des transports, du tourisme, etc.

Le retrait l'armée de l'État se fera graduellement, l'objectif étant de se dissocier des échecs des gouvernements pour ne pas avoir à en porter la responsabilité. L'élection présidentielle du 15 avril 1999 s'inscrit dans cette dynamique de retrait conditionnel de l'armée avec le présupposé que le président civil élu n'empiète pas dans son «domaine réservé» dont la surface sera négociée. La SM a préparé l'élection en amont, écartant tout candidat susceptible de l'emporter et d'utiliser sa victoire contre elle. Divisée, elle présente ses trois candidats (A. Bouteflika, A. Taleb, M. Hamrouche), sollicitant en outre H. Aït-Ahmed pour participer au scrutin afin de le crédibiliser.

Le régime algérien évolue vers une semi-démocratie — ce qui est une

forme de transition vers la démocratie — sous la pression principalement de deux facteurs : la répression et ses conséquences et la dégradation des conditions économiques et sociales du pays. La répression a affaibli politiquement la hiérarchie militaire qui doit désormais tenir compte des oppositions dans les rangs de l'armée à la ligne politique jusque-là suivie. Menée en dehors de la loi, elle a par ailleurs suscité des campagnes de dénonciation de violations de droits de l'homme par des organisations internationales. Ces campagnes portent atteinte à la crédibilité des officiers supérieurs qui cherchent à apaiser la vindicte de ces organisations. Par ailleurs, sept années de conflits meurtriers ont handicapé l'économie déjà en crise structurelle avant le conflit en raison d'une sous-productivité chronique et d'un gaspillage endémique des richesses. De nombreuses entreprises d'État ont dû fermer, ce qui a augmenté le chômage qu'alimente par ailleurs naturellement une forte croissance démographique. La paupérisation des couches moyennes et l'aggravation des conditions de vie des couches démunies sont les ingrédients d'une explosion sociale annoncée et que l'armée aura du mal à maîtriser. Après sept ans d'un conflit sanglant, l'État est plus amoindri que par le passé, le prestige symbolique de l'armée est entamé, l'économie est au bord de l'étouffement et la Nation est encore plurielle plus que jamais.

Lahouari Addi est professeur de sociologie à l'Institut d'études politiques de Lyon et chercheur au Centre de politologie de Lyon (CERIEP).

Bibliographie :

Mohamed Harbi, Le FLN, mirage et réalités, ed. jeune Afrique, 1982?

Lahouari Addi, «L'armée algérienne à la conquête du pouvoir», Le Monde diplomatique, février 1998.

Lahouari Addi, «L'armée algérienne se divise», Le Monde diplomatique, mars 1999.

Lahouari Addi, Les mutations de la société algérienne. Famille et lien social dans l'Algérie contemporaine, La Découverte, 1999.